

## Le dernier repas de famille des « filles » de Lejaby

Il n'y aura pas eu de long discours ni d'effusions, à peine quelques applaudissements d'adieu pour celles qui ne vont pas rempiler chez le reprenneur, Les Ateliers du Meygal. Mardi 28 février, les « filles » de Lejaby à Yssingeaux (Haute-Loire) se sont réunies pour leur dernière assemblée générale en tant que salariées du fabricant de sous-vêtements et pour un dernier « repas de famille ». Après moult passages dans les journaux télévisés et plusieurs visites d'hommes politiques, le site a été sauvé. Officiellement licenciées le 28 février, la plupart d'entre elles vont commencer une formation chez un sous-traitant de LVMH dès jeudi 1<sup>er</sup> mars, après une seule journée symbolique de chômage.

« Une victoire » à n'en pas douter pour Raymond Vacheron, délégué départemental CGT. Et aussi une belle histoire de sauvetage comme seules les campagnes présidentielles peuvent en offrir. Mais les ouvrières, elles, ne savent pas encore si elles doivent se réjouir tout de suite de garder un emploi ou s'inquiéter des conditions dans lesquelles cela se déroulera. « Là, ça va trop vite, on n'a pas le temps de comprendre ce qui nous arrive », glisse Chantal, 48 ans « et 32 ans de boîte », en écoutant leur déléguée syndicale évoquer les points posant problème dans les contrats de travail qu'elles ont reçus.

Lorsqu'elles évoquent le mois de lutte qui les a réunies et qui a rassemblé tellement de gens autour d'elles, toutes ont le yeux qui brillent. Mais elles ont beau avoir été reçues une par une par leur nouveau patron, aucune ne sait réellement en quoi consistera son futur travail ni quand il va

réellement débuter. L'usine, encore vide alors qu'elles doivent y revenir dès jeudi, leur reste fermée. Tout ce qu'elles savent, c'est qu'elles débiteront par cinq à neuf mois de formation, « peut-être à coudre des doublures de sacs ou des poignées », imaginent certaines sans aucune certitude. De son côté, Vincent Rabérin – le reprenneur qui se dit persuadé de l'avenir du site – assure avoir un plan de charge, et donc du travail pour les ouvrières, pendant au moins trois ans. Deux millions d'euros d'aides lui ont été offerts pour la réindustrialisation du site et des fonds paritaires payeront la formation des ouvrières.

### Retour à la pointeuse

A table, les discussions vont bon train sur cette fameuse date du 1<sup>er</sup> mars. « Jeudi, on fait quoi ? On va travailler ou quoi ? » Après l'intensité de la lutte, le retour à la banalité de la pointeuse semble faire peur et l'euphorie de l'annonce de la reprise a laissé la place à un léger doute. Certaines des « filles » ne savent pas encore si elles veulent reprendre ou pas. Parmi elles, il y a celles pour qui le licenciement apparaît comme une occasion de se lancer « dans autre chose ». Mais dans la région, les emplois accessibles aux femmes restent peu nombreux. L'une d'elles lève son verre « à ceux qui veulent nous baiser ».

Dany, qui a débuté à l'âge de 17 ans chez Lejaby, s'interroge : « Pourquoi les politiques nous ont sauvées, nous, et pas les autres ? Ne faudrait-il pas faire des élections tous les ans ? Comme ça, tout le monde aurait du travail. » ■

ANTONIN SABOT  
(YSSINGEAUX, ENVOYÉ SPÉCIAL)

## Les indégivrables Xavier Gorce



Des centaines de milliers de personnes ont manifesté à plusieurs reprises à Valence contre les coupes budgétaires dans les services. Ici, le 25 février.

HENJO KALIS/  
REUTERS

Valence (Espagne)  
Envoyée spéciale

Les mobilisations contre les coupes budgétaires se multiplient dans la région de Valence, en Espagne. En un mois, les syndicats y ont convoqué quatre grandes manifestations. La dernière, dimanche 26 février, a rassemblé, selon leurs estimations, plus de 350 000 participants.

Ces mobilisations dépassent largement le spectre syndical. Elles sont quotidiennes, spontanées, se déroulent devant les collèges, le rectorat, les hôpitaux. Mercredi 29 février, une grève des étudiants et une grande manifestation étaient prévues.

Valence, pourtant, n'est pas réputée pour son activisme. Elle fait figure de ville docile. Mais depuis le 20 février, elle est en ébullition. La brutale répression d'une manifestation de quelques dizaines de lycéens a mis le feu aux poudres. Les coupes budgétaires, le chômage à 25,4%, les affaires de corruption, les dépenses somptuaires de la région dans des bâtiments pharaoniques ou des événements sportifs ont fait le reste.

Depuis plusieurs semaines, la presse se faisait l'écho de la situation de certains établissements scolaires, du manque de chauffage dans des classes, des parents contraints de faire le ménage dans un collège, du manque d'argent pour les photocopies...

Pour payer ces frais de fonctionnement, les collèges reçoivent normalement tous les quatre mois des fonds du gouvernement régional. Mais celui-ci est étouffé par

une dette qui représente 20% du PIB régional, la plus élevée d'Espagne, et 3 milliards d'euros de retards de paiement aux fournisseurs. « Jamais nous n'avions connu une situation de retards aussi importants et systématiques », explique le président de l'association des directeurs de collège, Vicent Baggetto i Torres. Certains collèges ont reçu des avis de coupures d'électricité.

Dans ce contexte, une photo de lycéens enveloppés dans des couvertures pendant les cours a été un détonateur. En signe de protestation, les élèves du lycée Luis Vives, dans le centre de Valence, décident de bloquer tous les jours pendant dix minutes l'une des principales artères de la ville. « Nous voulions seulement protester contre les coupes », raconte Nerea Lopez, 17 ans. Nous sommes presque 40 par classe, beaucoup de professeurs sont absents. Mais plutôt que de garantir un service minimum dans l'éducation et la santé, la région préfère investir dans un circuit de formule 1.

Au cinquième jour, lundi 20 février, la police charge, distribuant des coups de matraques à des lycéens en pleurs. Bilan : 25 arrestations et 13 blessés. Des journalistes témoignent de la violence de la répression. Les images circulent sur Internet où l'événement est vite baptisé « printemps valencien ». Le lendemain, des milliers de parents d'élèves sortent dans la rue. Et les jours suivants, les mobilisations se poursuivent.

Une semaine plus tard, l'épisode continue d'agiter Valence. « La crispation sociale est très élevée », souligne le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs (UGT), Conrado Hernandez. Les coupes sont perçues comme une agression contre



le modèle de l'Etat-providence et nos enfants en ont été les premières victimes.

En janvier, le gouvernement régional a annoncé un nouveau plan d'austérité pour économiser un milliard d'euros. Les fonctionnaires ont perdu la moitié des compléments de salaires versés normalement par la région. « Les salaires des médecins ont baissé de près de 600 euros, ceux des infirmiers et des enseignants jusqu'à 300 euros », résume le syndicaliste.

A cela s'ajoute l'augmentation des impôts sur le revenu annoncée par Madrid. Sans parler des baisses de salaires qui avaient été imposées par l'ancien gouvernement socialiste. « Nous avions déjà perdu 8% de salaire en moyenne en 2010 », rappelle M. Baggetto. Tout le poids de la crise repose sur les fonctionnaires.

Dans les collèges, l'ambiance s'est encore tendue : pour la rentrée prochaine, les enseignants s'attendent à une augmentation du nombre d'heures de cours, qui aboutira de fait à de nouvelles réductions du nombre de postes d'intérimaires, déjà réduit de 3 000 en 2010.

« Nous demandons un sacrifice aux fonctionnaires », reconnaît le vice-président de la région, José Ciscar, qui laisse entendre que le gros des mesures d'austérité n'est pas encore venu. Le gouvernement régional entend économiser 430 millions d'euros en « rationalisant le secteur de la santé » et devra dévoiler un nouveau plan « d'encre un milliard d'euros » pour respecter l'objectif de déficit de 1,3% du PIB que les régions ont largement dépassé en 2011. Au niveau national, le déficit a dérapé en 2011 pour atteindre 8,5% du PIB au lieu des 6% prévus, suscitant de nouvelles mises en garde de Bruxelles, mardi.

## « La brutale répression d'une manifestation de lycéens a mis le feu aux poudres »

Aux mesures régionales s'ajoutent celles du gouvernement central. La réforme du marché du travail, annoncée fin janvier, inquiète particulièrement les syndicats car elle ouvre la voie à des licenciements plus faciles et moins chers et à des baisses généralisées des salaires. « La société valencienne n'est pas disposée à négocier l'Etat-providence », avertit le secrétaire général de l'UGT, qui n'écartera pas l'appel très prochain à une grève générale à Valence et dans toute l'Espagne.

Les jeunes, eux, continuent les mobilisations, avec, en arrière-plan, un malaise profond. « Nous voulons simplement de bonnes conditions d'apprentissage. Même si on ne sait pas quoi étudier puisqu'il n'y a pas de travail », explique Nerea, avant de conclure, désenchantée : nous n'avons pas de futur ici. ■

SANDRINE MOREL

## Ailleurs en Europe, les syndicats peinent à mobiliser

« TROP, C'EST TROP ». La Confédération européenne des syndicats (CES) organise une journée de mobilisation européenne contre l'austérité, mercredi 29 février, à la veille de la signature du nouveau traité de discipline budgétaire. Pour la Confédération, le cas de la Grèce est exemplaire : la cure d'austérité imposée au pays est insoutenable et bafoue le droit du travail. Reste que la mobilisation risque de passer inaperçue dans la plupart des pays.

La concentration syndicale prévue à Bruxelles se voulait plus symbolique que massive. François Chérèque, le leader de la CFDT, devait y participer. A Paris, il laisse la place libre à Bernard Thibault, le leader de la CGT, qui organise un bref défilé Bastille-Nation avec Solidaires, l'UNSA et la FSU, mais sans la CFDT, inquiète d'une « mobilisation à caractère politique sur les enjeux nationaux ». L'approche de l'élection présidentielle et les vacances scolaires compromettent clairement la mobilisation.

En Italie, les leaders des trois plus importantes organisations (CGIL, CISL et UIL) ont

convié leurs adhérents à se rassembler sur la petite place du Panthéon dans le centre historique de Rome... Pour expliquer cet insuccès annoncé, la CGIL met en avant le manque de culture syndicale unitaire. Pourtant les Italiens sont confrontés à une cure d'austérité sans précédent. Mais le soutien inconditionnel du président de la République, l'ancien communiste Giorgio Napolitano, à Mario Monti empêche pour l'heure les syndicats et la gauche italienne de proposer une réponse unitaire à la rigueur.

### Versements records en Allemagne

Les syndicats grecs ont appelé à un arrêt de travail de trois heures, suivi d'une manifestation place Syntagma à Athènes. La journée d'action intervient après un vote mardi au Parlement qui introduit de nouvelles coupes dans les salaires et les retraites. Mais l'affluence est plus importante lorsque les rassemblements sont aussi appelés par d'autres forces, en plus des syndicats. Ces derniers pâtissent d'une

mauvaise image dans l'opinion en raison de liens étroits avec les partis politiques.

En Allemagne, le DGB, la confédération syndicale allemande, devait être partie prenante de façon très modérée. Deux rassemblements seulement sont prévus. Le début d'année est traditionnellement la période où se renégocient les conventions collectives et les accords salariaux, et les très bons résultats de certaines entreprises industrielles vont entraîner des versements record au titre de la participation, laissant leurs salariés peu sensibles aux discours sur l'austérité.

Au Royaume-Uni, aucune mobilisation n'est prévue du côté des syndicats. Le TUC, la principale confédération syndicale, va juste affréter un mini-bus pour rendre visite aux ambassades de France, d'Allemagne et de Grèce à Londres. L'absence d'action vient en partie du fait que ce pays n'est pas signataire du nouveau traité et qu'il est donc difficile aux syndicats de s'y opposer. ■

SERVICE INTERNATIONAL

Société éditrice du « Monde » SA  
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus  
Directeur du « Monde », membre du directoire, directeur des rédactions Erik Izraelwicz  
Secrétaire générale du groupe Catherine Sueur  
Directeurs adjoints des rédactions Serge Michel, Didier Pourquery  
Directeurs éditoriaux Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann  
Rédacteurs en chef Eric Bézier, Sandrine Blanchard, Luc Bronner, Alexis Delcampère, Jean-Baptiste Jacquin, Jérôme Fenoglio, Marie-Pierre Lannenguec (« M le magazine du Monde »)  
Chef d'édition Françoise Tovo  
Directeur artistique Aris Papatheodorou  
Médiateur Pascal Gallinier  
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget  
Directeur du développement éditorial Franck Nouchi  
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président, Gilles van Kote, vice-président

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA  
Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 94.610.348,70€. Actionnaire principal : Le Monde Livre (SCS).  
Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75017 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00  
Abonnements par téléphone de France 32-89 (0,34€ TTC/mn) de l'étranger (53) 1-76-26-32-89 ou par Internet : www.lemonde.fr/abojournal

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037



Publié le 16  
Président : Louis Dreyfus  
Directrice générale :  
Corinne Mrejen



Presse Française  
2011  
PRINTED IN FRANCE



80, bd Auguste-Blanqui,  
75017 PARIS CEDEX 13  
Tél : 01-57-28-39-00  
Fax : 01-57-28-39-26

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gumbourg,  
94852 Ivry cedex